

## "L'Europe change de peau" dans Libération (27 juin 1984)

**Légende:** Le 27 juin 1984, le quotidien français Libération commente l'accord sur le montant de la contribution britannique au budget communautaire trouvé par les Dix lors du Conseil européen de Fontainebleau des 25 et 26 juin.

**Source:** Libération. 27.06.1984. Paris.

**Copyright:** (c) Libération

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"l\\_europe\\_change\\_de\\_peau"\\_dans\\_liberation\\_27\\_juin\\_1984-fr-b5b31915-6fec-405b-a8ad-47391ce19c2c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## L'Europe change de peau

Avec l'accord sur le montant de la contribution britannique, le vieux continent a adopté une démarche pragmatique. La CEE va devenir une zone de libre échange pour les hommes et les biens dans laquelle chaque pays continuera de défendre ses intérêts.

### Fontainebleau (envoyé spécial)

A Fontainebleau, une nouvelle Europe peut-être, s'enfante dans la douleur. Une Europe plus pragmatique, moins idéaliste, mais sûrement plus sage. Fort éloignée des rêves de ses pères fondateurs.

En reconnaissant officiellement que la prospérité relative de chaque pays sera dorénavant le critère qui déterminera la contribution de chacun au budget européen, les Dix affirment du même coup que la solidarité des membres des plus riches de la communauté avec les plus pauvres n'est pas illimitée. L'accord sur la contribution britannique ouvre donc un précédent dont pourront se prévaloir tous les contributeurs nets au budget communautaire — l'Allemagne aujourd'hui et bientôt la France.

Cette solution au problème du chèque de Mme Thatcher n'a cependant pu être obtenu que grâce à une double concession de taille accordée à l'Allemagne Fédérale. Bonn obtient l'allégement de la TVA qu'elle réclamait pour ses agriculteurs. Une seconde concession qui revient à reconnaître que les intérêts politiques nationaux doivent prendre le pas sur les aspirations à la supra-nationalité. Mais cette sorte d'Europe des Nations de plus en plus méfiante devant les tentatives d'intégration politique n'est pas forcément contradictoire avec l'« *Europe des citoyens* » mis en avant par la France. Le passeport européen, le document douanier unique, la simplification des formalités au passage des frontières ou la reconnaissance mutuelle des diplômes ont été agréés aussi à Fontainebleau. Ils montrent une volonté de parvenir à une véritable zone de « Libre échange » élargie concernant les hommes, les biens et les services. Le compromis de Fontainebleau évoque une Europe d'avant la première guerre mondiale où les institutions nationales n'entravaient pas la libre circulation des hommes et des marchandises.

Cette évolution possible met donc en péril les institutions européennes supranationales. Et la commission de Bruxelles ne s'y est pas trompée, même si officiellement elle fait contre mauvaise fortune bon cœur. « Rénationalisation » et rigueur budgétaire avancent au détriment de la bureaucratie de la communauté. On a bien sûr évoqué à Fontainebleau tous les grands projets européens, de l'espace à Esprit en passant par la biotechnologie, mais personne ne croit qu'ils pourront se réaliser autrement que dans le cadre de coopération ad hoc non centralisée par les institutions européennes.

Si les spasmes qui précèdent la naissance de cette nouvelle Europe sont visibles, on ne sait pas encore comment sera l'enfant. L'accord obtenu à Fontainebleau confirme le rôle prédominant de la RFA dans les affaires européennes. Le chancelier Kohl a réussi à s'assurer le soutien des Britanniques et des Français pour sa demande de 5% d'allégement de la TVA pour les agriculteurs allemands, contre une formule d'accords sur la contribution britannique qui satisfait à la fois Mme Thatcher et François Mitterrand. Mais il est également fort probable que la concession obtenue par les Allemands risque de faire capoter l'accord sur la politique agricole, décidée il y a plus de deux mois, à Bruxelles. Déjà les Néerlandais et les Italiens ont publiquement déclaré que leurs propres agriculteurs devraient aussi bénéficier de cette sorte de subvention directe.

La question de l'élargissement, elle, n'est pas encore totalement résolue. L'augmentation des ressources de la communauté pour assurer l'entrée de l'Espagne et du Portugal a, en effet, été renvoyée: une discussion entre les ministres des Etats membres. De plus, l'excuse du blocage britannique étant levée, il restera encore à régler les vrais problèmes. La pêche, le vin, l'harmonisation entre l'agriculture et l'industrie. Une série de questions où la France en particulier, sera amenée à prendre des décisions douloureuses.

Enfin, si le sommet de Fontainebleau est un indéniable succès politique pour la présidence française, il faut également se demander quel prix Paris devra payer. Il n'est pas sûr que celui-ci soit négligeable à terme, soit en contributions nettes au budget communautaire, soit en terme de politique intérieure par une remontée de la colère des paysans.

La nouvelle Europe est donc loin encore d'être viable. Le compromis de Fontainebleau permet à chacun d'y trouver son compte, mais rien ne peut cacher qu'il s'agit toujours d'un compromis boiteux. Les problèmes n'ont été que renvoyés, à la ratification par les parlements nationaux de l'augmentation des ressources communes ou à leur renégociation en 1987. L'Europe politique, elle, semble de plus en plus lointaine, malgré l'élan qu'a voulu lui donner François Mitterrand dans son discours de Strasbourg. Aucune incertitude n'a été levée. C'est d'ailleurs peut-être mieux ainsi. L'Europe a toujours mieux exprimé sa créativité dans ses différences et ses incertitudes. La nouvelle Europe ne fait donc que redécouvrir l'ancienne.

Carlos DE SA REGO